Le bulletin
Hebdomadaire
Disponible sur l'Internet
www.usmission.ch

Cette Semaine

30 octobre 2003

La guerre contre le terrorisme n'est pas dirigée contre la religion musulmane, dit M. Bush
Résumé de sa conférence de presse du 28 octobre ... 1

M. Bush donne un iftar à la Maison-Blanche
Son allocution à cette occasion 2

M. Armitage informe des sénateurs de la politique iranienne des Etats-Unis
L'exposé du secrétaire d'Etat adjoint à la commission sénatoriale des affaires étrangères..... 3

L'instabilité des pays producteurs de pétrole menace les marchés de l'énergie
La stabilité politique est vitale pour l'Afrique si elle veut s'imposer sur ces marchés. 4

Le libre-échange contribuera à susciter l'espoir dans le tiers monde, selon M. Powell
Le discours du secrétaire d'Etat des Etats-Unis à la réunion de l'APEC à Bangkok..... 6

Le gouvernement Bush incite le Congrès à ratifier la Convention sur le droit de la mer
Propos du secrétaire d'Etat adjoint, M. John Turner. 7

La guerre contre le terrorisme n'est pas dirigée contre la religion musulmane, dit M. Bush

Résumé de sa conférence de presse du 28 octobre

La guerre des Etats-Unis contre le terrorisme n'est pas dirigée contre la religion musulmane, et les Etats-Unis doivent veiller à ce que le reste du monde comprenne ce que les Américains pensent et font, a déclaré le président Bush lors de la conférence de presse qu'il a donnée le 28 octobre à la Maison-Blanche.

"Il nous faut lutter contre les images d'une société qui condamne des groupes entiers de personnes à cause des actes commis par un petit nombre, car elles ne re ètent pas ce que nous sommes", a-t-il dit.

"Nous accueillons les musulmans dans notre pays. Aux Etats-Unis, nous aimons le fait que nous sommes une société où l'on peut prier ouvertement, ou ne pas prier du tout."

D'une durée de quarante-cinq minutes, la conférence de presse a été dominée par des questions portant sur la situation en Irak à la suite des derniers attentats terroristes qui ont tué et blessé à Bagdad de nombreuses personnes, pour la plupart des Irakiens.

Le président s'est déclaré d'avis que les auteurs de ces attentats étaient "probablement des baasistes et des terroristes étrangers". Les Etats-Unis, a-t-il indiqué, collaborent étroitement avec la Syrie et avec l'Iran pour empêcher des combattants étrangers d'entrer sur le territoire irakien et vont accroître leurs patrouilles le long des frontières.

"Nous avons la bonne stratégie" en Irak, a-t-il dit en ajoutant que les commandants des forces armées sur le terrain auraient à décider s'il convenait de modifier leur tactique pour faire face à la menace actuelle.

L'Irak, a-t-il réaffirmé, est "un front essentiel" de la guerre contre le terrorisme, et c'est pourquoi il importe que les Etats-Unis fassent preuve de fermeté et de diligence.

Les forces américaines affrontent des dangers et l'Irak est encore un pays dangereux, a-t-il reconnu, mais une société entière est en cours de reconstruction. On doit considérer l'ensemble de ce qui se passe en Irak et non pas seulement les actes de violence, a-t-il dit, en faisant état à cet égard de l'émission récente d'une nouvelle monnaie, de l'ouverture d'écoles et d'hôpitaux, de l'augmentation de la création de petites entreprises par des femmes et de l'accroissement de la production d'électricité qui avait maintenant atteint son niveau d'avant la guerre.

"Les mesures que nous prenons pour améliorer la situation en Irak ont le soutien des Irakiens, a-t-il dit. Il va être très important que les Irakiens jouent un rôle actif pour combattre le petit nombre de personnes qui tentent d'anéantir les espoirs du grand nombre."

A propos des efforts visant à encourager la paix entre les Israéliens et les Palestiniens, M. Bush a déclaré : "Il va être très difficile de faire progresser le processus de paix tant que toutes les parties ne feront pas les efforts nécessaires pour assumer leurs responsabilités."

Enfin, le président a rendu hommage à sa conseillère pour les affaires de sécurité nationale, Mme Condoleezza Rice, qui, a-t-il dit, fait "du bon travail" pour coordonner l'action des ministères et des organismes publics fédéraux dans le domaine de la sécurité nationale. Elle contribue à "démêler à ce qui est emmêlé", a-t-il fait remarquer.

M. Bush donne un iftar à la Maison-Blanche

Son allocution à cette occasion

Le 28 octobre, le président Bush a convié près de 80 personnalités musulmanes au troisième iftar (dîner de rupture du jeûne pendant le ramadan) donné à la Maison-Blanche depuis le début de sa présidence.

Prenant la parole à cette occasion, M. Bush a dissocié l'islam du terrorisme, soulignant qu'un terroriste "ne peut trouver bon accueil dans aucune foi". Il a appelé à une tolérance accrue à l'égard des musulmans aux Etats-Unis, affirmant que la liberté de religion était "la plus fondamentale des libertés humaines".

"Alors que nous défendons la liberté et la justice à l'étranger, nous devons en tout temps honorer ces mêmes valeurs chez nous. L'Amérique rejette le sectarisme ethnique et religieux sous toutes ses formes. Elle accueille les valeurs de tout citoyen responsable, quel que soit son pays d'origine. Enfin, elle protégera toujours la plus fondamentale des libertés humaines : le droit d'adorer Dieu sans aucune crainte."

Au nombre des invités figuraient notamment des ambassadeurs de pays d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Europe, d'Asie centrale et d'Extrême-Orient, ainsi que des représentants de plusieurs organisations musulmanes des Etats-Unis.

On trouvera ci-après le texte de l'allocution du président Bush.

Bonsoir. Ramadan karim. Bienvenue à la Maison-Blanche. Je suis heureux de vous recevoir tous, nos invités distingués, durant ce mois saint du ramadan.

Pour les musulmans des Etats-Unis et du monde entier, l'époque présente est un temps de prière et de jeûne. C'est aussi l'occasion idéale pour les gens de toute foi de se pencher sur les valeurs qui leur sont communes : l'amour de la famille, la gratitude envers Dieu et l'attachement à la liberté de religion. Les Etats-Unis sont le creuset de nombreuses confessions, et nous honorons, accueillons et apprécions la foi de l'islam.

Je remercie Colin Powell, notre grand secrétaire d'Etat, de sa présence ici ce soir. J'aperçois aussi d'autres membres de mon gouvernement dans l'assistance, et les remercie d'être venus. Je tiens particulièrement à souligner

combien j'apprécie la présence de notre ministre de l'énergie Spence Abraham.

Je suis également heureux d'accueillir parmi nous S.A. le cheikh Hamdan ben Zayed, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères des Emirats arabes unis. Je remercie tous les ambassadeurs qui sont ici ainsi que les représentants des membres de l'Organisation de la Conférence islamique. C'est un honneur que de vous accueillir parmi nous. Je tiens en outre à exprimer ma reconnaissance aux hauts représentants de la communauté musulmane des Etats-Unis qui sont venus ce soir. Je remercie mes amis de leur présence. Je voudrais enfin adresser mes remerciements à l'imam Faizul Khan, qui dira la prière.

Selon les enseignements de l'islam, le ramadan commémore la révélation de la parole de Dieu au prophète Mahomet dans le Coran. Durant cette période, les musulmans se réunissent pour rappeler leur soumission à Dieu et pour pratiquer la charité à l'égard de leur prochain. Le jeûne du ramadan aide les musulmans à proclamer la toute-puissance de Dieu, à grandir dans la vertu et à cultiver la compassion envers les pauvres et les affamés.

La charité, la discipline et les sacrifices qui se pratiquent pendant le ramadan aux Etats-Unis font de ce pays une nation meilleure et plus compatissante. Les réunions familiales qui rompent le jeûne à la fin de chaque jour enrichissent nos communautés. Les prières sincères qui s'élèvent en cette période de l'année apportent leurs bienfaits à de nombreuses âmes et à toute notre société.

Alors que nous nous réunissons, n'oublions pas les luttes menées de par le monde par des hommes et des femmes qui aspirent à la paix et à la tolérance dont nous jouissons ici aux Etats-Unis. De courageux soldats américains et coalisés oeuvrent chaque jour à défendre notre liberté et à étendre la liberté et la paix, particulièrement en Irak et en Afghanistan.

Les habitants de ces pays ont survécu à des décennies de peur et de tyrannie. Aujourd'hui, de nouveaux meneurs d'hommes surgissent. Ils apparaissent en Irak sous la forme de soignants, d'enseignants, de citoyens de toute appartenance qui s'unissent pour façonner l'avenir de leur pays, qui progressent sur la voie de l'autogouvernement et qui pratiquent leur foi comme ils l'entendent.

Nous continuerons de soutenir les peuples irakien et afghan tandis qu'ils se construiront un avenir plus prometteur. Nous ne tolérerons pas que des criminels ou des terroristes entravent les progrès de la liberté. Un terroriste qui invoque sa religion pour justifier la prise de vies innocentes ne peut trouver bon accueil dans aucune foi.

Alors que nous défendons la liberté et la justice à l'étranger, nous devons en tout temps honorer ces mêmes valeurs chez nous. L'Amérique rejette le sectarisme ethnique et religieux sous toutes ses formes. Elle accueille les valeurs de tout citoyen responsable, quel que soit son pays d'origine. Enfin, elle protégera toujours la plus fondamentale des libertés humaines : le droit d'adorer Dieu sans aucune crainte.

L'islam est une religion qui apporte espoir et réconfort à des gens vertueux aux Etats-Unis et partout ailleurs. Ce soir, par cet iftar donné à la Maison-Blanche, nous honorons les contributions des musulmans et la tradition de l'islam.

Je vous souhaite à tous un saint ramadan. Que Dieu vous bénisse

M. Armitage informe des sénateurs de la politique iranienne des Etats-Unis

L'exposé du secrétaire d'Etat adjoint à la commission sénatoriale des affaires étrangères

Les Etats-Unis ont l'intention de suivre une politique "souple, dynamique et diverse" en ce qui concerne l'Iran en vue d'encourager les aspirations des Iraniens à une plus grande liberté, tout en s'opposant aux aspects négatifs de la politique de leur gouvernement, tels que l'obtention d'armes de destruction massive et le soutien apporté aux terroristes, a déclaré le secrétaire d'Etat adjoint, M. Richard Armitage, à la commission sénatoriale des affaires étrangères le 28 octobre.

L'Iran, a-t-il dit, est un pays qui fait actuellement l'objet d'une "transformation immense" et "je suis convaincu que la politique des Etats-Unis peut avoir une in uence sur la direction qu'il va prendre".

Les Iraniens ont engagé un débat très animé sur le genre de société qu'ils souhaitent pour eux-mêmes et pour leurs enfants, notamment sur leurs aspirations en matière

de réformes économiques et politiques. La grande majorité d'entre eux ont moins de trente ans, et il est donc normal, selon M. Armitage, que le chômage chronique dans leur pays les préoccupe davantage que le passé.

"Les Iraniens, a-t-il dit, devraient être informés que nous soutenons leurs aspirations, mais aussi qu'ils ne pourront bénéficier de tous les avantages de notre soutien que lorsque leur gouvernement mettra fin à sa politique destructive, tant étrangère qu'intérieure. Nous attendons avec intérêt le jour où la volonté du peuple iranien l'emportera."

Le secrétaire d'Etat adjoint a dressé la liste des préoccupations des Etats-Unis au sujet de ce qu'il a appelé "la politique et les mesures négatives et destructives" du gouvernement iranien, à savoir son mauvais bilan en matière de droits de l'homme, ses programmes d'armes nucléaires, biologiques et chimiques et son soutien aux groupes terroristes.

Cette politique, a-t-il dit, compromet la stabilité et la sécurité sur les plans tant régional qu'international. Elle "porte atteinte à la confiance de la communauté internationale et prive la population iranienne d'une qualité de vie proportionnelle aux richesses humaines et naturelles du pays".

Les autorités iraniennes ont recours à la torture, à la détention arbitraire et à une force excessive pour faire obstacle à la liberté d'expression, à la liberté d'association et à la liberté des cultes.

La recherche et la mise au point d'armes de destruction massive en Iran préoccupent la communauté internationale. En outre, ce pays "continue d'être l'Etat qui soutient le plus le terrorisme" en accordant notamment une aide à des groupes terroristes tels que le Hezbollah, le Hamas et le Djihad islamique palestinien. Les Etats-Unis sont également persuadés que certains membres du gouvernement iranien aident des membres du réseau Al-Qaïda et d'Ansar al-Islam à passer par l'Iran et à y trouver refuge.

L'Iran doit changer sa politique de soutien au terrorisme, a affirmé M. Armitage. "Le règlement de cette question constituera un progrès important dans la normalisation des relations américano-iraniennes ; sans ce règlement, nous ne pourrons pas progresser."

Les Etats-Unis, a-t-il souligné, ne cherchent pas à entrer en con it avec l'Iran. Toutefois, ils ont recours à des sanctions, à des interdictions, à la diplomatie et à l'opinion publique internationale pour s'opposer aux mesures négatives du gouvernement iranien. La participation d'autres pays à de tels efforts aurait des effets encore plus importants.

En ce qui concerne l'Irak et l'Afghanistan, le secrétaire d'Etat adjoint a déclaré que, malgré une certaine ingérence, l'Iran avait pris des mesures pour encourager la stabilité dans ces deux pays. Il s'est félicité des engagements de Téhéran en faveur d'un soutien matériel à l'Irak et à l'Afghanistan et a indiqué que l'Iran continuait de coopérer dans le cadre de la lutte régionale contre le trafic des stupéfiants ainsi que du rapatriement des réfugiés.

Les Etats-Unis, a-t-il dit, ont encouragé un tel comportement en entamant un dialogue direct avec les autorités iraniennes sur des questions d'intérêt mutuel. "Nous sommes prêts à avoir de nouveaux entretiens si c'est bien dans notre intérêt national."

En conclusion, M. Armitage a fait remarquer que les Etats-Unis étaient toujours prêts à modifier leur politique envers l'Iran si ce pays cessait de soutenir le terrorisme et qu'il renonçait à ses programmes d'armes de destruction massive.

L'instabilité des pays producteurs de pétrole menace les marchés de l'énergie

La stabilité politique est vitale pour l'Afrique si elle veut s'imposer sur ces marchés.

Par Charles Corey
Rédacteur du "Washington File"

Washington - Selon M. David Goldwyn, président de Goldwyn International Strategies LLC, l'instabilité politique constitue une "grave menace" pour les prix mondiaux de l'énergie et, de ce fait, les initiatives diplomatiques et commerciales et les interventions novatrices des institutions financières internationales doivent se conjuguer d'urgence de façon à stabiliser les marchés à long terme.

Lors d'une déposition qu'il a faite le 21 octobre devant une sous-commission sénatoriale, M. Goldwyn a ajouté : "Les prix sont volatiles parce que trop de producteurs sont instables."

"Regardez trente ans en arrière (...) et demandez-vous ce qui a causé la ambée des prix. Ce n'était pas les embargos. C'était les troubles, les guerres, les grèves ! Vous savez - la révolution iranienne, la guerre entre l'Iran et l'Irak, les deux guerres du golfe Persique, les grèves au Venezuela et, récemment, au Nigeria."

M. Goldwyn a averti les sénateurs, qui avaient organisé cette séance afin d'évaluer la politique énergétique internationale des Etats-Unis, que la politique actuelle du gouvernement, axée sur la sécurité de l'énergie, ne tenait pas entièrement compte des menaces d'aujourd'hui.

"Notre ancien système reposait sur la dissuasion. Nous avons accumulé d'énormes réserves pour déjouer d'éventuels embargos. Cela a bien marché, mais c'est inefficace face aux menaces d'aujourd'hui. La force militaire est pareillement impuissante, étant donné que les sources d'instabilité des producteurs sont essentiellement internes. Cependant, ces problèmes peuvent rapidement devenir les nôtres si ces pays cessent de produire."

"En clair, les risques sont les suivants (...) Soit les pays producteurs resteront en deçà de leur potentiel de production, ce qui fait que dans dix ans ils ne seront pas en mesure de couvrir nos besoins, soit nous souffrirons de bouleversements de l'approvisionnement, soit encore les deux. Chaque scénario augmente la volatilité du prix de l'énergie, nuit à l'économie des Etats-Unis et nous laisse encore plus dépendants à l'égard du pétrole du Moyen-Orient."

M. Goldwyn s'est d'abord concentré sur l'Amérique latine, qu'il a décrite comme étant "plus importante que l'Afrique à l'heure actuelle sur le plan des quantités de pétrole qu'elle fournit aux Etats-Unis". "Mais en dehors de la Trinité-et-Tobago, il y a peu de lueurs d'espoir en Amérique latine aujourd'hui."

Le Venezuela et le Mexique sont les principaux fournisseurs de la région. "Mais ils connaissent, comme l'ensemble de la région, de graves problèmes.

"Le Mexique s'interroge toujours sur le bien-fondé des investissements étrangers, particulièrement dans le secteur de l'énergie. Il n'a pas assez d'énergie pour faire concurrence aux industries des autres pays en développement. Et quand le Mexique a des problèmes économiques, nous en avons aussi."

"Le Venezuela se remet tout juste d'une grève paralysante et est en train de procéder à une vaste réorganisation de sa compagnie pétrolière nationale. Le gouvernement fait du mieux qu'il peut, je crois, pour trouver les capitaux et les dirigeants dont a besoin PDVSA (Petroleos de Venezuela, S.A.), mais il n'est pas certain qu'il réussisse."

Selon M. Goldwyn, les autres pays de la région ont également des problèmes. La Colombie est en proie à la guérilla et au terrorisme et en Bolivie, le président réformateur a démissionné à cause d'une controverse relative à un gazoduc qui aurait permis d'alimenter les Etats-Unis en gaz naturel liquéfié (GNL).

Passant à l'Afrique, M. Goldwyn a déclaré que ce continent pourrait assurer jusqu'à 25 % des importations des Etats-Unis au cours de la prochaine décennie, mais a fait la mise en garde suivante : "Toute politique de sécurité énergétique reposant sur l'Afrique nécessitera que les Etats-Unis et autres parties intéressées facilitent le développement politique de ces pays, faute de quoi ils n'auront pas le niveau adéquat dans dix ans."

Il y a également un "vol organisé" de quantités importantes de pétrole, a-t-il affirmé.

L'industrie pétrolière de l'Angola, a-t-il expliqué, a bénéficié de son isolement, mais elle n'a pas réussi à se protéger des effets négatifs de la corruption, de la famine, du sous-développement et de la répression des mouvements de l'opposition politique.

Quant aux nouveaux producteurs du continent, M. Goldwyn a déclaré que la production à long terme du Tchad, de la Guinée équatoriale et de Sao Tomé-et-Principe demeurait incertaine.

"Ils recevront bientôt la manne pétrolière, et cela ne tardera pas à les rendre indifférents à toute in uence, même positive. Nous avons la possibilité, maintenant, d'aborder les questions de transparence dans le développement. Si nous le faisons, je pense que nous avons une chance d'engendrer des progrès. Dans le cas contraire, ces pays seront la proie de coups d'Etat, de troubles ou de sanctions, selon le comportement qu'ils adopteront."

Enumérant les priorités, M. Goldwyn a déclaré : "Il est beaucoup plus important pour ces trois pays de respecter

leurs peuples que de nous fournir du pétrole. Mais si nous ne faisons rien maintenant, ils risquent de ne faire ni l'un ni l'autre. Ces trois pays ont chacun leurs problèmes propres, mais la mauvaise gestion des affaires publiques est à la source de nombre d'entre eux."

Il a notamment déploré le fait que tous les pays producteurs de pétrole n'aient pas réussi à réduire la pauvreté et à investir dans le développement, et qu'ils aient laissé le secteur non pétrolier s'atrophier.

Les compagnies pétrolières nationales, a-t-il dit aux sénateurs, ont atteint un tel gigantisme qu'elles sont devenues insensibles à la réforme.

Afin de contrecarrer ces phénomènes négatifs, M. Goldwyn a suggéré que les Etats-Unis exercent des pressions diplomatiques pour pousser ces pays à la transparence dans leurs opérations.

"Toutefois, nous ne pouvons pas agir seuls. Cet effort doit être multilatéral", a-t-il affirmé, citant notamment le G7 (le Groupe des sept pays les plus industrialisés, à savoir les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon, la France, le Royaume-Uni, le Canada et l'Italie).

Comme solution, il a proposé une initiative "dette contre transparence", par le truchement de laquelle la communauté internationale pourrait offrir un allégement de la dette à des pays tels que l'Angola et le Nigeria en échange d'engagements vérifiables envers la transparence des finances publiques et un plan de développement.

Il faut également, selon lui, se préoccuper des besoins infrastructurels du développement. "La Banque mondiale s'écarte de plus en plus des investissements infrastructurels. Mais je pense que ce devrait être la carotte" qui récompense la mise en oeuvre des réformes.

"Vous voulez un oléoduc, une centrale électrique, des télécommunications ? Bien. Nous allons vous aider à obtenir le financement auprès des banques, mais vous devez vous engager envers la transparence et un plan de développement."

Le financement conditionnel des exportations est une autre solution. "Nous avons plutôt bien réussi à amener les pays concernés à comprendre qu'ils devaient respecter certaines normes de protection de l'environnement afin d'obtenir des appuis financiers. Nous pouvons appliquer les mêmes principes à la transparence."

Le libre-échange contribuera à susciter l'espoir dans le tiers monde, selon M. Powell

Le discours du secrétaire d'Etat des Etats-Unis à la réunion de l'APEC à Bangkok

Le libre-échange et l'économie de marché sont essentiels pour améliorer le niveau de vie des populations et pour susciter l'espoir dans le monde entier, a déclaré le secrétaire d'Etat, M. Colin Powell, le 20 octobre, devant un parterre composé de dirigeants d'entreprise, dans le cadre de la réunion des Etats membres de l'APEC (zone de coopération économique Asie-Pacifique) qui s'est tenue à Bangkok (Thaïlande).

"Ce dont nous avons en fait parlé, c'est de l'espoir, de ce qu'il nous faut faire pour apporter plus d'espoir aux peuples du monde entier", a-t-il dit à propos des réunions ministérielles de l'APEC qui avaient eu lieu les 17 et 18 octobre et qui avaient porté sur la sécurité, le commerce, les technologies et la croissance économique.

"L'espoir est absent chez ceux qui ne disposent pas des éléments essentiels de la vie : de l'air pur, de l'eau potable et des terres cultivables. L'espoir n'a aucun sens pour ceux qui se débattent contre les difficultés de la vie sous un régime dictatorial" et pour les millions de personnes qui sont sous-alimentées, malades et en proie à la souffrance.

Toutefois, les échanges commerciaux sont, selon le secrétaire d'Etat, susceptibles de réduire la pauvreté. "La raison pour laquelle nous concentrons notre attention sur le libre-échange, a-t-il dit, est que c'est finalement la seule façon de faire sortir des pays entiers de la pauvreté, de susciter de l'optimisme, d'aider les gens à se prendre en main, de donner une signification à la démocratie et à l'économie de marché.

"Les Etats-Unis sont résolus à favoriser le libre-échange en supprimant tous les obstacles au commerce dans la mesure du possible afin d'apporter de l'espoir au tiers monde", a-t-il indiqué en faisant ainsi allusion aux accords que Washington conclut avec d'autres pays au niveau tant bilatéral que multilatéral.

Par ailleurs, M. Powell a déclaré que les représentants des Etats membres de l'APEC avaient aussi abordé les questions de sécurité non pas de façon isolée, mais dans le cadre de la mission originale de cette organisation, qui était de faciliter la croissance économique, les échanges

commerciaux et les investissements dans les pays situés de part et d'autre du Pacifique.

A propos de la menace que le programme d'armement nucléaire de la Corée du Nord faisait peser sur l'Asie, il a réaffirmé l'engagement des Etats-Unis de parvenir à une solution diplomatique et d'oeuvrer de concert avec les Etats intéressés pour que ce programme puisse être "démantelé complètement, d'une façon irréversible et vérifiable".

Pour faire face à la menace qui pèse sur la sécurité dans cette partie du monde, a-t-il dit, des négociations multilatérales entre la Corée du Nord, la Corée du Sud, la Chine, les Etats-Unis, le Japon et la Russie constituent une bien meilleure solution que des négociations uniquement entre la Corée du Nord et les Etats-Unis.

La Corée du Nord, a-t-il fait remarquer, est un pays qui "affame sa population pour poursuivre des ambitions excessives", mais les Etats-Unis n'ont nullement l'intention d'envahir ou d'attaquer ce pays.

"A l'heure actuelle, a-t-il précisé, nous collaborons tous pour persuader les Coréens du Nord non seulement que personne ne songe à envahir leur pays, mais aussi que tant de choses pourraient être faites s'ils supprimaient leur programme d'armement nucléaire qui ne leur apportera rien et qui ne fera que les maintenir dans un état de désespoir, d'échec économique et de sous-alimentation."

Le gouvernement Bush incite le Congrès à ratifier la Convention sur le droit de la mer

Propos du secrétaire d'Etat adjoint, M. John Turner

Lors d'une séance de travail de la commission sénatoriale des affaires étrangères, le secrétaire d'Etat adjoint, M. John Turner, qui est à la tête de la direction des océans et des affaires environnementales et scientifiques du département d'Etat, a incité le 21 octobre les sénateurs à ratifier la Convention des Nations sur le droit de la mer en déclarant qu'elle offrait des règles "stables et prévisibles" pour l'exploitation des océans.

La ratification de cette convention, a-t-il dit, contribuerait à encourager les efforts des Etats-Unis visant à protéger les ressources des océans et à les gérer. Le texte de la convention est conforme au droit de la pêche des Etats-Unis et aux accords internationaux qu'ils ont conclus avec d'autres pays.

Par ailleurs, la convention renforce les objectifs des Etats-Unis en tant que grande puissance maritime. Ses dispositions "garantissent le droit de l'armée des Etats-Unis de se servir des océans du monde pour s'acquitter de ses obligations en matière de sécurité nationale, ainsi que le droit des navires de la marine marchande de transporter des marchandises".

"Le droit défini dans la convention étaye le rôle dirigeant et la sécurité des Etats-Unis", a-t-il dit.

Donnant un aperçu de l'historique de cette convention, M. Turner a expliqué que les Etats-Unis avaient décidé de ne pas la signer en 1982 parce qu'ils considéraient alors qu'elle comportait des lacunes en ce qui concerne la gestion de l'exploitation des fonds marins. Toutefois, l'accord de 1994 qui modifie la convention a mis fin à ces lacunes et tient compte des objections que les Etats-Unis et d'autres pays industriels avaient soulevées.

Pour sa part, le conseiller juridique du département d'Etat, M. William Taft a déclaré aux membres de la commission sénatoriale que l'accord de 1994 garantissait dans des conditions raisonnables l'accès des entreprises américaines aux minerais situés dans les fonds marins.

En vertu de cet accord, les Etats-Unis et d'autres pays qui ont d'importants intérêts économiques en jeu peuvent avoir une "in uence décisive" sur les décisions futures relatives à l'exploitation éventuelle des fonds marins, a-t-il indiqué. L'accord garantit un siège aux Etats-Unis à l'organe de décision compétent et exige que les décisions financières soient prises d'une manière consensuelle entre les pays qui contribuent le plus.

M. Turner a fait remarquer que 143 pays, dont la plupart des grands alliés des Etats-Unis, avaient ratifié la convention. "Il est temps pour nous de saisir cette occasion pour montrer en ratifiant la Convention du droit de la mer que les Etats-Unis comptent jouer un rôle primordial en ce qui concerne les questions relatives aux océans", a-t-il dit.

###